

DEPARTEMENT
SEINE & MARNE
ARRONDISSEMENT
FONTAINEBLEAU
CANTON
NEMOURS
COMMUNE
NEMOURS

N°ST.2025.182
Code Nomenclature 2.2

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION **DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de Nemours, Valérie LACROUTE,

VU :

- la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2211-1, L.2212 à L.2212-5, L.2213-1 à L.2213-6,
- le Code Pénal, et notamment son article R.610-5,
- le Code de la Route, et notamment ses articles R.110-1, R.110-2, R.411-1 à R.411-32, R.412-26 à R.412-33, R.413-1 à R.413-19, R.414-4 à R.414-16, R.415-1 à R.415-15, R.417-1 à R.417-13,
- l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents,
- l'arrêté du Maire n°AG.2025.38 du 27 novembre 2025, réglementant le stationnement sur le territoire de la commune de Nemours,
- la décision du Maire, N°D.2024.23 du 18 mars 2024, fixant la révision des tarifs de l'occupation du domaine public applicables au 1er avril 2024,

Considérant la demande du 15 décembre 2025 effectuée par Monsieur CHHEANG, 16 place Dupont de Nemours à NEMOURS (77140), « Bar de l'Etrier », sollicitant l'autorisation d'occuper une place de stationnement devant son établissement afin d'y installer une terrasse.

Considérant que rien ne s'oppose à l'octroi de cette autorisation,

ARRETE

Article 1^{ER} :

Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public, conformément à sa demande, **du 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre 2026 inclus**.

Article 2 :

La partie du domaine public utilisée sera égale à l'emplacement d'une place de stationnement de véhicule. L'emprise de la terrasse ne devra pas déborder la matérialisation au sol.

Accusé de réception en préfecture
077-217703339-20251219-ST2025-182-AI
Date de réception préfecture : 05/01/2026

Article 3 :

Le pétitionnaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des clients, des riverains, des piétons et des autres usagers de la route.

Article 4 :

Le pétitionnaire sera tenu d'acquitter les droits de voirie fixés au tarif de 5,20 Euros par jour payant et par place occupée soit **1315,60 € (mille trois cent quinze euros et soixante centimes)** pour la durée d'occupation.

Article 5 :

La présente autorisation est, pour tout ou partie, révocable à toute époque, sans préavis, ni indemnité.

Le pétitionnaire devra donc, sur simple demande de la Ville, enlever chaises, tables, bacs à fleurs déposés, et rétablir la voie publique dans son état initial, après avoir réparé tous dommages éventuellement causés.

Article 6 :

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourrait être poursuivi pour contravention de voirie, s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 7 :

- le Directeur Général des Services,
- le Chef de la Circonscription de Sécurité Publique,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Receveur Municipal,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera notifiée au pétitionnaire.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de MELUN, sis à 43 Rue du Général de Gaulle, case postale 8630, 77008 MELUN CEDEX, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire de NEMOURS, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



Fait à Nemours, le 19 décembre 2025
Le Maire,

Valérie LACROUTE

Arrêté certifié exécutoire compte tenu
de sa notification le

05 JAN. 2026